Dossier de presse

Seul le discours prononcé fait foi

Visite officielle au Luxembourg
du président de la République française, François Hollande

le 6 mars 2015

Discours du président de la République française, François Hollande,
à l'occasion du dîner de gala au palais grand-ducal

Monseigneur, Madame la Grande-Duchesse,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames, Messieurs,

Votre accueil me touche particulièrement ainsi que la délégation qui m'accompagne. Nous avions convenu de cette invitation dès l'été qui avait suivi mon élection, et je suis heureux de pouvoir enfin la traduire en acte et ce dîner en est la dernière illustration.

C'est vrai qu'il y avait 23 ans, qu'un président de la République ne s'était pas rendu en visite officielle au Luxembourg. Sans doute, parce que, quand l'amitié est là, il est ressenti comme inutile, les protocoles et les visites officielles. Ce serait une erreur, néanmoins, en tout cas je l'ai considéré, d'avoir cette vision-là. Car les visites sont faites pour justement permettre de cultiver une amitié, en tout cas de l'entretenir, voir même de la renforcer, et aussi de relancer des projets communs.

Notre amitié remonte à loin et devant la communauté française, j'ai même été jusqu'à la bataille de Crécy où Jean Ier de Luxembourg avait prêté son concours au risque d'en périr, pour sauver Philippe VI. Et je vais brûler les étapes parce que je ne voudrais pas consacrer trop de temps à l'histoire de nos deux pays.

Je veux simplement rappeler que, bien plus tard, la France et le Luxembourg ont partagé la fraternité des armes et du sang durant les deux guerres mondiales du 20e siècle et j'ai voulu, Monseigneur, qu'aux cérémonies de juin dernier, commémorant le débarquement allié de Normandie, Votre père, le Grand-Duc Jean, lui, qui avait combattu sur les plages, puisse être au premier rang. Et je lui rends une nouvelle fois hommage ce soir, qu'ainsi à tous les soldats luxembourgeois qui ont fait l'ultime sacrifice de leur vie, pour que nous puissions vivre au libre.
Plus récemment, lors des premiers jours de janvier, la France a été frappée par une attaque terroriste et c'est au nom de cette même amitié que le Luxembourg tout entier lui a

immédiatement manifesté sa solidarité.
Le Premier ministre Xavier Bettel était à mes côtés à Paris, lors de la marche du 11 janvier. J'étais heureux de cette présence en ce jour symbolique pour l'Europe, et je savais aussi que la Grande-Duchesse était dans les manifestations qui ont eu lieu ici au Luxembourg.

C'étaient des valeurs de la France, c'étaient des valeurs de l'Europe qui étaient rappelées en ces moments. L'Europe, c'est notre destinée commune, c'est aussi notre responsabilité commune. France et Luxembourg, puisque nous sommes deux pays fondateurs, quand l'Europe à cette époque n'avait que six pays. Je me prends parfois à rêver qu'était la table du Conseil européen à cette époque avec six personnes seulement.
Mais le rêve c'était au contraire, de pouvoir élargir l'Europe, de pouvoir permettre qu'elle puisse être celle de tout notre continent enfin rendu libre. Voilà pourquoi nous sommes 28.

Il y a 23 ans, vous l'avez rappelé Monseigneur, François Mitterrand était venu ici en visite. C'était quelques semaines après le sommet de Maastricht, bien connu pour avoir permis à notre Union de franchir une étape très importante puisque c'était celle de la création de l'euro.

Aujourd'hui nous affrontons d'autres défis et nous faisons face à des menaces. Face au péril, l'idée européenne est plus que jamais un rempart, une réponse. Elle s'incarne l'Europe dans des institutions. La ville de Luxembourg est aujourd'hui un symbole, une capitale de l'Europe, et ici même plusieurs institutions européennes sont représentées.

De la même manière que Strasbourg est le siège pour toujours du Parlement européen et Bruxelles, j'imagine, pour aussi longtemps le siège de la Commission et du Conseil de l'Union européenne.

Depuis quelques mois, ou plus exactement, dans quelques mois, le Luxembourg assumera la Présidence de l'Union, mon cher Xavier, alors même qu'un Luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, est devenu président de la Commission européenne. Le Luxembourg, Monseigneur, aura quasiment tous les pouvoirs en Europe. Vous aurez à faire face à un certain nombre de défis, je les rappelais, et notamment, la préparation de la conférence sur le climat, parce que la France est le pays qui l'organise à Paris, et la France compte sur le Luxembourg, compte sur l'Union européenne, pour réussir cette rencontre si décisive.

Je viens de visiter une réalité luxembourgeoise qui n'est pas forcément ressentie par beaucoup de mes compatriotes comme telle, c'est-à-dire la réalité d'un grand pays industriel.

J'ai visité avec vous SES Global, un fleuron de l'industrie spatiale, aux satellites, il y en a plus de 50, couvrent le monde entier, et pour les réaliser, pour les lancer, SES a eu la très bonne idée de choisir la fusée Ariane, dont dont le tir est situé à Corou. J'ai même vu une photo où vous étiez dans un été d'il y a quelques années, en Guyane française. C'est un très bel exemple à la fois de l'amitié entre la France et le Luxembourg, de la réussite industrielle de ce qu'on appelle le spatial et aussi un symbole de ce qu'est l'accomplissement européen.

À l'évidence, le Luxembourg c'est aussi une place financière, mais une place financière européenne. Votre gouvernement a pris de décisions courageuses en acceptant un certain nombre d'évolutions

qui étaient indispensables et notamment la transmission automatique d'informations en matière fiscale ainsi que de dispositifs de transparence sur certaines pratiques, notamment le rescrit. Nous devons continuer dans cette direction, harmoniser un certain nombre de nos dispositions et nous devons travailler ensemble au niveau de l'Union européenne pour définir une stratégie globale contre l'évasion et contre l'optimisation fiscale.

J'ai vu également ce que pouvait être le dynamisme d'une région. Puisque plusieurs de mes compatriotes, 80.000, viennent travailler quotidiennement au Grand-Duché. Ils s'ajoutent aux 40.000 qui sont présents en permanence, parfois avec une double nationalité, Français et Luxembourgeois, mais présents aussi pour porter le message français.

Le développement des infrastructures de transport entre la France et le Luxembourg est donc dans ces conditions indispensable. Et je pense notamment au doublement de l'autoroute A31, dont nous avons fait une priorité et nous y travaillerons dans le cadre de la commission intergouvernementale qui va se réunir prochainement, c'est-à-dire en mai prochain.

La France a également décidé d'engager des moyens financiers importants dans le cadre du pacte Lorraine et du contrat de plan Interrégion qui va bientôt être signé et qui mobilisera 1 milliard d'euros pour la Lorraine. Ces financements contribueront justement au développement de la partie française du territoire transfrontalier d'Alzette-Belval que j'ai eu le plaisir de visiter. Formidable projet d'aménagement, de formation aussi, et qui permet à côté des vestiges de ce que a été l'industrie sidérurgique qui continue d'ailleurs à produire, à côté de ces vestiges de montrer la modernité d'université de bureaux, d'établissements financiers, et je pense que c'est un exemple pour bien des régions qui ont pu connaître des difficultés économiques et des mutations industrielles.

La Banque européenne d'investissement, qui a son siège donc ici au Luxembourg, accompagne ce processus et soutient cette renaissance à laquelle la France va être, est déjà partie prenante.

J'ai évoqué ces frontaliers, ces résidents français et je veux remercier le Luxembourg pour son dynamisme économique et donc nous avons tout intérêt à ce que la croissance au Luxembourg soit la plus forte possible. Votre gouvernement y travaille et à ce que la croissance en France soit la plus élevée pour que nous puissions continuer à proposer des emplois de qualité. Mais faut-il encore que la langue française puisse être parlée et que la culture française puisse être enseignée et je veux aussi saluer le soutien des pouvoirs publics du Grand-Duché à l'enseignement du français. Un nouveau lycée verra bientôt le jour à Gasperich et nous savons quel rôle déterminant vous avez pu jouer avec le gouvernement dans ce projet.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu dire ici avec les élus de Lorraine qui m'accompagnent et que je salue, vous exprimer, Monseigneur, notre très grande gratitude et aussi vous dire que nous avons été particulièrement touchés par l'accueil qui nous a été réservé tout au long de cette journée.

Je n'ai qu'un seul regret, c'est d'être obligé de rentrer à Paris ce soir, car l'idée de passer plusieurs jours m'a un moment traversé d'esprit.

Mais hélas, d’autres responsabilités nous attendent, d’autres contraintes aussi, mais ça fera que me convaincre si nous en décidons ensemble de revenir au Luxembourg ce qui me permettra aussi de lever mon verre à l’amitié entre nos deux pays, entre la France et le Luxembourg, et, Monseigneur, en vous remerciant encore pour l’accueil formidable que vous nous avez réservé.